



Syndicat du personnel des Institutions Européennes
Le Président

Bruxelles, le 3 juillet 2008

**LETTRE OUVERTE à
M. le Président BARROSO et M. le Vice-président KALLAS**

Objet: Modernisation des ressources humaines de la Commission (Réunion de la Commission du 9 juillet 2008)

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président,

À l'ordre du jour de la réunion de la Commission de la semaine prochaine figure un point avec le titre trompeur 'Modernisation des Ressources Humaines de la Commission'. Ce document, qui n'a jamais été soumis au dialogue social obligatoire avec les représentants du personnel, et que nous n'avons reçu que par voies informelles, contient des menaces dangereuses pour la survie d'un service public indépendant, compétent et permanent (et donc pour notre Institution).

Dans ce contexte et dans le cadre du dialogue social, qui vous est très cher lorsque vous demandez aux partenaires sociaux nationaux de le mettre en œuvre, nous vous demandons **de retirer le document de l'ordre du jour de réunion**, et de vous engager dans un débat sérieux sur *l'avenir de la fonction publique de la Commission* et le rôle des ressources humaines à cet égard, avec les syndicats du personnel avant que toute décision de la Commission soit prise à son sujet.

Quatre ans après la mise en œuvre des désastreuses réformes Kinnock, l'administration, les ressources humaines et les syndicats du personnel continuent d'aplanir dans la mesure du possible les effets néfastes nés du nouveau statut *et de sa mise en œuvre*. Maintenant, le dogme qui fonde le 'Rapport Holmquist' représente une autre importante attaque contre la cohérence, la dignité et l'efficacité de la fonction publique européenne.

Le personnel de la Commission est structurellement fatigué et démotivé par la politique de la Commission de 'modernisation' non-professionnel ces dernières années qui a été marquée par:

- Fragilisation de services entiers
- Restructurations partout et en permanence sans besoins réels
- Changement d'affectation du personnel régulièrement, à la fois fonctionnellement et physiquement
- Création (et prédominance croissante) d'une "classe" précaire de travailleurs, actuellement des agents contractuels ou d'autres membres du personnel non permanents
- Création des agences de la Commission partout dans le continent, remplies de personnel non permanent
- Privatisation des fonctions importantes précédemment effectuées par le personnel de la Commission
- Règles forcées de mobilité pour tout le personnel, et perte de mémoire administrative par conséquent
- Nouvelle structure de carrière qui ne permet pas aux nouvelles recrues d'arriver tout en haut de l'échelle dans le cadre d'une carrière normale.

Secrétariat politique :
Rue de la LOI, 200
J-79 09/232
B 1049 Bruxelles

Tél. (32 2) 29 55 6 76 Fax (32 2) 29 53 0 14
site web : <http://www.renouveau-democratie.eu>

Au lieu de réfléchir ensemble avec *les 'parties concernées'* (le personnel et leurs représentants, dans ce cas) sur les vrais effets de la réforme de la Commission de 2004 concernant le fonctionnement de la Commission européenne et *les leçons à retenir sur la gestion des Ressources humaines* s'y rapportant, un groupe de directeurs généraux (Holmquist – Madelin – Verrue) sous les auspices du secrétariat Général est arrivé avec des idées encore plus désastreuses dans leur document 'Modernisation *des Ressources Humaines de la Commission*'.

R&D est sérieusement préoccupé par les répercussions possibles sur l'avenir et la nature même de la Commission européenne, d'un certain nombre de propositions. Après tout, le fonctionnement de la Commission comme organe unique n'est garanti que par un personnel compétent et indépendant hautement qualifié et motivé. Les mesures proposées par ce rapport s'orientent néanmoins dans la direction opposée, qui signifie la *garantie de davantage de détérioration*.

En particulier nous *rejetons les notions suivantes* dans le projet soumis à l'adoption de la Commission de:

- Déplacement du ratio de personnel temporaire (*c'est-à-dire précaire*) par rapport au permanent (*c'est-à-dire les fonctionnaires*) de **1:4** actuel (*un contractuel ou un autre type d'agent temporaire pour quatre fonctionnaires*) à **3:1** (*trois contractuels ou d'autres types d'agent temporaire par fonctionnaire*)
- Déplacement systématiques *des tâches AST* au niveau d'agent contractuel
- Renforcement *de groupes de travail ad hoc* dans les Ressources Humaines
- Introduction de structures encore plus 'flexibles (non permanentes)' de travail (*davantage de précarité*)
- Davantage de pressions du personnel sur *la mobilité* (davantage de précarité)
- Davantage *de décentralisation des services*, et pas seulement des Ressources Humaines,
- Encore plus *de liberté pour les DG*, renforçant la situation de 'petits fiefs' à travers la même institution
- Changements *du processus de recrutement* avec des recrutements fort nombreux chaque année, et une réduction systématique des généralistes des affaires européennes au bénéfice de personnel doté de connaissances trop spécifiques et donc peu mobile (ce qui risque de favoriser la précarisation).

Parallèlement, *le Parlement européen*, qui de plus en plus prend conscience des dommages déjà faits à la Commission européenne et des dangers menaçant le projet entier d'intégration européenne, adopte une approche entièrement différente. Pendant une *conférence* récente sur '*le fonctionnement de la fonction publique européenne*' organisée par **R&D**, un membre du PE a parlé publiquement de ses préoccupations à cet égard.

Nous exigeons que la Commission *retire le 'Document Holmquist' de sa réunion la semaine prochaine* et qu'*un débat sérieux et honnête* dans le cadre du dialogue social à la Commission européenne soit lancé cet automne, afin d'identifier les problèmes créés par les réformes Kinnock, et les manières de les alléger par un changement de système pour le mieux et une réelle 'modernisation des Ressources Humaines'. Ce débat devrait également faire participer *le Parlement européen* et *des universitaires experts* qui semblent partager nos préoccupations.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes considérations les plus distinguées,

Franco Ianniello

Copie: Mmes et Mrs. les Commissaires; le personnel